



## CHAPITRE 85

Loi modifiant la Loi des caisses d'épargne et de crédit  
et la Loi des caisses d'entraide économique

[Sanctionnée le 23 juin 1978]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,  
c. 293,  
a. 1, mod.

**1.** L'article 1 de la Loi des caisses d'épargne et de crédit (Statuts refondus, 1964, chapitre 293), modifié par l'article 1 du chapitre 59 des lois de 1970, est de nouveau modifié par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«diri-  
geant».

«g) «dirigeant»: un membre du conseil d'administration, du conseil de surveillance, de la commission de crédit et le gérant.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 4, mod.

**2.** L'article 4 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 59 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«d) «les trop-perçus annuels sont répartis conformément aux dispositions de la section XVII.»

Id., a. 10,  
mod.

**3.** L'article 10 de ladite loi, remplacé par l'article 9 du chapitre 59 des lois de 1970, est modifié par le remplacement, dans les cinquième, sixième et septième lignes du deuxième alinéa, des mots «, la Fédération des Caisses d'Économie du Québec ou Cendel Credit Union Federation» par les mots «ou la Fédération des Caisses d'Économie du Québec».

Id., a. 11,  
aj.

**4.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 10, du suivant:

Change-  
ment d'affi-  
liation,  
etc.

«**11.** Une caisse qui a changé son affiliation et dont le nom, au moment de ce changement, incluait une expression mentionnée dans l'article 10 ne peut poursuivre ses opérations sous un nom incluant cette expression pour une période de plus de soixante jours à compter de l'entrée en vigueur du changement d'affiliation, à

moins qu'il ne s'agisse d'une caisse visée dans le premier alinéa de l'article 10 et qui s'est affiliée à une fédération visée dans cet alinéa ou d'une caisse visée dans le deuxième alinéa de l'article 10 et qui s'est affiliée à une fédération visée dans cet alinéa.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 16, mod.

**5.** L'article 16 de ladite loi, modifié par l'article 12 du chapitre 59 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *h* par le suivant:

«*h*) émettre, endosser, accepter et escompter des billets à ordre, lettres de change, mandats et autres effets négociables;».

Id., a. 19,  
mod.

**6.** L'article 19 de ladite loi est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) est admise par le conseil d'administration ou par une personne qu'il autorise.»

Id., a. 49,  
mod.

**7.** L'article 49 de ladite loi, modifié par l'article 20 du chapitre 59 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) déterminer le taux d'intérêt sur l'épargne et les prêts ainsi que le montant des fonds dont la commission de crédit peut disposer pour des prêts aux membres;».

Id., a. 51a,  
aj.

**8.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 51, du suivant:

Divulga-  
tion d'in-  
térêt, etc.

«**51a.** Un membre du conseil d'administration qui a un intérêt direct ou indirect dans une entreprise avec laquelle la caisse a ou a l'intention d'avoir des relations d'affaires doit, sous peine de déchéance de sa charge, divulguer son intérêt et s'abstenir de voter sur toute question relative à cette entreprise.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 57, ab.

**9.** L'article 57 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 62,  
mod.

**10.** L'article 62 de ladite loi est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants:

Officiers.

«**62.** Les commissaires choisissent annuellement parmi eux un président et un secrétaire; un adjoint au secrétaire peut être désigné parmi les personnes visées dans le deuxième alinéa. Cet adjoint remplace le secrétaire au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier.

Réunions  
des com-  
missaires,  
etc.

Le gérant et toute personne habilitée à autoriser des prêts ont droit d'assister aux réunions des commissaires mais ne peuvent voter.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 63,  
remp.

**11.** L'article 63 de ladite loi, modifié par l'article 22 du chapitre 59 des lois de 1970, est remplacé par le suivant:

Autorité  
exclusive.

«**63.** Seule la commission de crédit peut autoriser des prêts aux membres et la signature de quittances, mainlevées ou cessions de priorité. Ces décisions ne peuvent être prises qu'à l'unanimité des commissaires présents et ayant droit de vote.

Restric-  
tions à la  
délégation  
de pouvoir,  
etc.

La commission de crédit peut, aux conditions qu'elle détermine, déléguer au gérant ou à toute autre personne que peut désigner le conseil d'administration son pouvoir d'autoriser des prêts aux membres à l'exception des prêts garantis par hypothèque, nantissement ou gage sur des biens-fonds ou de la machinerie destinée à des fins industrielles ou commerciales; toutefois, le gérant et une personne désignée par le conseil d'administration ne peuvent ainsi autoriser un prêt de plus de \$2 000 à un membre ou autoriser un prêt de \$2 000 ou moins à un membre alors que le solde des prêts à ce membre est de plus de \$2 000 ou que le prêt aurait pour effet de porter le solde des prêts à ce membre à plus de \$2 000. La caisse peut déterminer par règlement une somme supérieure à \$2 000.

Approba-  
tion et  
entrée en  
vigueur du  
règlement.

L'adoption et toute modification de ce règlement sont assujetties à l'article 40; ce règlement et tout règlement le modifiant n'entrent en vigueur qu'après leur approbation par la fédération à laquelle la caisse est affiliée.

Garanties.

La commission de crédit peut exiger que l'emprunteur fournisse les garanties réelles ou personnelles jugées nécessaires pour assurer le remboursement de l'emprunt.

Appel.

Le membre dont la demande d'emprunt a été refusée peut en appeler au conseil d'administration.

Mandat.

Au surplus, le règlement de la caisse détermine l'étendue et les conditions de l'exercice du mandat de la commission de crédit.

S.R.,  
c. 293, aa.  
63a-63c,  
aj.

**12.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 63, des suivants:

Approba-  
tion de la  
fédération  
pour  
certains  
prêts.

«**63a.** Tout prêt de plus de \$10 000 non garanti par hypothèque, nantissement ou gage sur des biens-fonds ou de la machinerie destinée à des fins industrielles ou commerciales, consenti par une caisse à l'un de ses dirigeants ou à une personne habilitée à autoriser des prêts, et tout prêt de \$10 000 ou moins non ainsi garanti consenti à l'une de ces personnes alors que le solde de ces prêts à cette personne est de plus de \$10 000 ou qui porte à plus de \$10 000 le solde de ces prêts à cette personne doivent être approuvés par la fédération à laquelle la caisse est affiliée.

Approba-  
tion de la  
fédération  
pour  
certains  
prêts.

Il en est de même de tout prêt de plus de \$10 000 non ainsi garanti consenti par une caisse et dont un de ses dirigeants ou une personne habilitée à autoriser des prêts s'est porté caution.

Idem.

«**63b.** Tout prêt de plus de \$40 000 garanti par hypothèque, nantissement ou gage sur des biens-fonds ou de la machinerie destinée à des fins industrielles ou commerciales, consenti par une caisse à l'un de ses dirigeants ou à une personne habilitée à autoriser des prêts, et tout prêt de \$40 000 ou moins ainsi garanti consenti à l'une de ces personnes alors que le solde de ces prêts à cette personne est de plus de \$40 000 ou qui porte à plus de \$40 000 le solde de ces prêts à cette personne doivent être approuvés par la fédération à laquelle la caisse est affiliée.

«fédéra-  
tion».

«**63c.** Dans les articles 63, 63a et 63b, le mot «fédération» ne comprend pas la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 64, remp.

Divulga-  
tion d'in-  
térêt, etc.

**13.** L'article 64 de ladite loi est remplacé par le suivant:

«**64.** Un commissaire de crédit, le gérant ou toute personne habilitée à autoriser des prêts qui a un intérêt direct ou indirect dans une demande de prêt doit divulguer son intérêt et s'il s'agit d'un commissaire, ce dernier doit de plus s'abstenir de voter sur cette demande.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 68, mod.

**14.** L'article 68 de ladite loi est modifié par le retranchement du quatrième alinéa.

Id., a. 76a,  
aj.

**15.** Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 76, du suivant:

Taux pré-  
férentiel  
prohibé.

«**76a.** Une caisse ne peut à l'occasion d'un prêt ou d'un dépôt consentir à l'un de ses dirigeants ou employés, en cette seule qualité, un taux préférentiel.

Infraction  
et peine.

En sus des autres pénalités prévues à la loi, toute personne trouvée coupable d'une telle infraction est déchue de ses fonctions.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 77,  
ramp.

**16.** L'article 77 de ladite loi, modifié par l'article 23 du chapitre 59 des lois de 1970, est remplacé par le suivant:

Emprunts  
limités.

«**77.** Le montant total des sommes empruntées par une caisse ne doit en aucun temps excéder deux fois le montant de la réserve générale et de son capital versé et non entamé.

Inter-  
prétation.

Pour les fins du présent article, les économies confiées à une caisse par ses membres et les emprunts entièrement garantis par nantissement de valeurs mobilières ou effectués pour des

besoins temporaires de trésorerie auprès de la fédération à laquelle la caisse est affiliée ne sont pas comptés comme des sommes empruntées.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 83,  
rempl.

**17.** L'article 83 de ladite loi, remplacé par l'article 26 du chapitre 59 des lois de 1970, est de nouveau remplacé par le suivant:

Dépôt  
auprès  
de la  
fédération.

«**83.** La moitié du montant de la réserve générale doit être déposée auprès de la fédération à laquelle la caisse est affiliée ou placée en la manière prescrite aux paragraphes *a*, *b* et *e* de l'article 82.

«fédération».

Dans le premier alinéa, le mot «fédération» ne comprend pas la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 84,  
rempl.

**18.** L'article 84 de ladite loi, modifié par l'article 27 du chapitre 59 des lois de 1970, est remplacé par le suivant:

Approba-  
tion  
requis.

«**84.** Une caisse ne peut, sans l'approbation préalable de la fédération à laquelle elle est affiliée,

*a*) effectuer un placement visé dans les paragraphes *a* à *g* de l'article 82;

*b*) acquérir un bien-fonds, sauf par dation en paiement, y ériger un bâtiment ou y effectuer une transformation majeure;

*c*) disposer d'un bien-fonds qu'elle détient à des fins autres que de placements;

*d*) s'engager à titre de locataire d'un immeuble ou effectuer des améliorations locatives majeures à un immeuble qu'elle occupe ou entend occuper à titre de locataire.

Exception.

Dans le cas d'une caisse affiliée à une fédération elle-même affiliée à la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins, l'approbation de cette dernière n'est pas requise.

Responsa-  
bilité.

L'approbation d'une fédération n'engage pas sa responsabilité.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 85,  
rempl.

**19.** L'article 85 de ladite loi, modifié par l'article 29 du chapitre 59 des lois de 1970, est remplacé par le suivant:

Réparti-  
tion des  
trop-perçus  
annuels et  
du solde.

«**85.** Les membres de la caisse, en assemblée annuelle, après avoir pris connaissance des recommandations du conseil d'administration et en se basant sur le compte rendu du dernier exercice social, répartissent le montant des trop-perçus annuels en les affectant d'abord à la constitution de la réserve générale conformément à l'article 86. Le solde, s'il y a lieu, est affecté:

a) au paiement de l'intérêt sur les sommes versées sur les parts sociales;

b) au versement de ristournes aux déposants ou emprunteurs au prorata des opérations effectuées par chacun d'eux avec la caisse; ou

c) à la constitution du fonds visé dans l'article 86a.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 86,  
remp.

**20.** L'article 86 de ladite loi, remplacé par l'article 30 du chapitre 59 des lois de 1970, est de nouveau remplacé par le suivant:

Réserve  
générale.

«**86.** Toute caisse doit établir et maintenir une réserve générale.

Affectation  
des trop-  
perçus, etc.

Il doit être affecté à cette réserve un montant des trop-perçus annuels tel qu'après affectation, la réserve générale représente au moins 3½% du passif de la caisse constitué par les dépôts des membres, établi à la clôture du dernier exercice social.

Id., pour  
une  
fédération.

Dans le cas d'une fédération, le pourcentage visé dans le deuxième alinéa est de 1%.

Partage  
prohibé.

Cette réserve ne peut être partagée entre les membres en totalité ou en partie.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 86a,  
remp.

**21.** L'article 86a de ladite loi, édicté par l'article 30 du chapitre 59 des lois de 1970, est remplacé par le suivant:

Fonds  
spécial.

«**86a.** La caisse peut, par règlement, décréter la création d'un fonds devant servir à des fins sociales ou communautaires.

Montant.

Il ne peut être versé à ce fonds plus de 10% du montant affecté aux ristournes; les sommes constituant ce fonds doivent être utilisées par le conseil d'administration dans les 3 ans de leur affectation au fonds, à défaut de quoi elles doivent être versées à la réserve générale.

Liquidation,  
dissolution,  
etc.

Au cas de liquidation ou de dissolution de la caisse, le solde de ce fonds est versé à la réserve générale.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 92, mod.

**22.** L'article 92 de ladite loi, remplacé par l'article 36 du chapitre 59 des lois de 1970, est de nouveau modifié par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

Copie au  
conseil de  
surveillance,  
etc.

«Sur réception de ce rapport, celui-ci en transmet une copie au conseil de surveillance, à la fédération à laquelle la caisse est affiliée ainsi qu'à une des personnes qui ont fait la demande d'inspection.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 92j, mod.

**23.** L'article 92j de ladite loi, édicté par l'article 37 du chapitre 59 des lois de 1970, est modifié par le remplacement, dans la



deuxième ligne du premier alinéa, des mots et chiffre «l'article 92» par les mots «la présente loi».

S.R.,  
c. 293,  
a. 92k,  
remp.

**24.** L'article 92k de ladite loi, édicté par l'article 37 du chapitre 59 des lois de 1970, est remplacé par le suivant:

Rapport  
circonstan-  
cié.

«**92k.** L'administrateur doit présenter au ministre, dans les meilleurs délais, un rapport circonstancié de ses constatations, accompagné de ses recommandations.

Mandat.

L'administrateur demeure en fonction jusqu'à l'expiration de la période pour laquelle il a été nommé, à moins que le ministre ne prolonge son mandat ou n'y mette fin plus tôt.

Fin du  
mandat.

L'administrateur doit, dès que son mandat est expiré, faire au ministre un rapport complet de son administration.

Frais,  
honoraires,  
etc.

Les frais, honoraires et déboursés de l'administration provisoire sont à la charge de la caisse à moins que le ministre n'en ordonne autrement.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 92l,  
mod.

**25.** L'article 92l de ladite loi, édicté par l'article 37 du chapitre 59 des lois de 1970, est modifié par le remplacement des quatre premières lignes par les suivantes:

Pouvoirs  
du  
lt.-g. en c.

«**92l.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, après que celui-ci a reçu le rapport de l'administrateur visé dans l'article 92k,».

S.R.,  
c. 293,  
a. 95,  
remp.

**26.** L'article 95 de ladite loi, remplacé par l'article 39 du chapitre 59 des lois de 1970, est de nouveau remplacé par le suivant:

Paiement  
des dettes,  
etc.

«**95.** Le liquidateur paie d'abord les dettes de la caisse ainsi que les frais de la liquidation et rembourse aux membres les sommes versées sur leurs parts sociales.

Solde à la  
fédération.

Après ces paiements, le solde de la liquidation, y compris le solde de la réserve générale, est dévolu à la fédération à laquelle la caisse était affiliée.

Rapport  
du  
ministre.

Le liquidateur doit, dans les 7 jours qui suivent l'expiration de toute période de trois mois, faire au ministre un rapport sommaire de ses activités pour cette période.

Remise de  
documents,  
etc.

Lorsque la liquidation de la caisse est terminée, le liquidateur doit faire au ministre un rapport complet de ses activités et remettre à la fédération à laquelle la caisse était affiliée les documents dont il a pris possession aux fins de la liquidation.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 95m,  
remp.

**27.** L'article 95m de ladite loi, édicté par l'article 40 du chapitre 59 des lois de 1970, est remplacé par le suivant:

Dévolution  
du solde,  
etc.

«**95m.** Au cas de liquidation ou de dissolution d'une caisse non affiliée, le solde provenant de la liquidation ou de la dissolution, y compris le solde de la réserve générale, est dévolu à une institution désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil; celui-ci détermine aussi à qui doivent être remis les documents dont le liquidateur ou le curateur public a pris possession.»

S.R.,  
c. 293,  
a. 115a,  
aj.

**28.** Ladite loi est modifiée par l'insertion après l'article 115, du suivant:

Approba-  
tion non  
requis et  
avis.

«**115a.** Une fédération de caisses affiliée à la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins n'a pas à obtenir l'approbation prévue par l'article 84 pour tout placement visé au paragraphe *a* de cet article. Elle doit toutefois, dans les plus brefs délais, aviser cette dernière de tout tel placement.»

S.R.,  
c. 293,  
ann. 1,  
form. 2,  
remp.

**29.** La formule 2 de l'annexe I de ladite loi est remplacée par celle en annexe à la présente loi.

1974, c. 68,  
a. 17, mod.

**30.** L'article 17 de la Loi des caisses d'entraide économique (1974, chapitre 68) est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

Sommes  
non  
considé-  
rées comme  
emprunts.

«Pour les fins du présent article, les épargnes confiées à une caisse par ses membres et les emprunts entièrement garantis par nantissement de valeurs mobilières ou effectués pour des besoins temporaires de trésorerie auprès de la fédération ne sont pas comptés comme des sommes empruntées.»

1974, c. 68,  
a. 19,  
remp.

**31.** L'article 19 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Approba-  
tion de  
certains  
prêts.

«**19.** Le règlement de la caisse peut décréter que certains prêts autorisés conformément à l'article 63 de la Loi des caisses d'épargne et de crédit doivent être approuvés par le conseil d'administration de la caisse. Il en détermine les catégories et les montants.»

1974, c. 68,  
a. 22,  
remp.

**32.** L'article 22 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Divulga-  
tion d'un  
prêt.

«**22.** Tout prêt dû par un dirigeant d'une caisse ou par une personne habilitée à autoriser des prêts, sauf s'il s'agit d'un prêt sur reconnaissance de dette ou d'un prêt garanti par hypothèque sur sa résidence personnelle, doit être divulgué dans les soixante jours à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec avec mention du nom de chaque emprunteur, du montant du prêt consenti ainsi que du taux d'intérêt.»

1974, c. 68,  
a. 23, mod.

**33.** L'article 23 de ladite loi est modifié par le remplacement des trois premières lignes par les suivantes:



Règles  
applicables.

«**23.** Les règles visées dans les articles 63a et 63b de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et dans l'article 22 s'appliquent également à tout prêt consenti».

1974, c. 68,  
a. 27,  
remp.

**34.** L'article 27 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Fonctions  
de la com-  
mission de  
crédit.

«**27.** La commission de crédit de la fédération a notamment pour fonction:

a) d'autoriser les prêts aux caisses affiliées et la signature de quittances, mainlevées ou cessions de priorité; et

b) d'approuver tout prêt consenti par ses caisses affiliées visé dans les articles 63a et 63b de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et dans les articles 20 et 23.

Respon-  
sabilité.

L'approbation de la fédération n'engage pas sa responsabilité. »

1974, c. 68,  
a. 30, mod.

**35.** L'article 30 de ladite loi est modifié par le remplacement, dans les dixièmes et onzièmes lignes, des mots et chiffres «, l'article 20 et le premier alinéa de l'article 22» par les mots et chiffre «et l'article 20».

Trop-  
perçus  
annuels  
d'une  
caisse.

**36.** Dans le cas d'une caisse dont la réserve générale ne représente pas, à la clôture de l'exercice social en cours le 23 juin 1978, 3½% ou plus du passif de la caisse constitué par les dépôts des membres et dans le cas d'une caisse formée après cette date, il doit être affecté à la réserve générale un montant des trop-perçus annuels que la fédération à laquelle la caisse est affiliée, ou s'il s'agit d'une caisse non affiliée, le ministre, détermine.

Détermi-  
nation du  
montant.

Ce montant est déterminé annuellement pour chaque caisse et la caisse peut verser un montant supérieur au montant déterminé.

«fédéra-  
tion».

Dans le premier alinéa, le mot «fédération» ne comprend pas la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins.

Disposi-  
tion non  
applicable.

Le présent article ne s'applique pas à une caisse régie par la Loi des caisses d'entraide économique.

Trop-  
perçus  
annuels  
d'une  
fédération.

**37.** Dans le cas d'une fédération à laquelle s'applique la Loi des caisses d'épargne et de crédit et dont la réserve générale ne représente pas, à la clôture de l'exercice social en cours le 23 juin 1978, 1% ou plus du passif de la fédération constitué par les dépôts des membres, il doit être affecté à cette réserve au moins 25% des trop-perçus annuels.

Disposi-  
tions  
applicables

**38.** Lorsqu'après affectation, la réserve générale d'une caisse assujettie à l'article 36 ou d'une fédération assujettie à l'article 37 représente dans le cas d'une caisse 3½% ou plus ou, dans le cas

d'une fédération, 1% ou plus du passif constitué par les dépôts des membres, établi à la clôture du dernier exercice social, cette caisse ou cette fédération devient assujettie à l'article 86 de la Loi des caisses d'épargne et de crédit.

Réserve  
particu-  
lière.

**39.** Les sommes affectées à une réserve, autre que la réserve générale, constituée par une caisse avant le 23 juin 1978, peuvent être virées à la réserve générale de la caisse.

Dépôt et  
placement  
de sommes,  
etc.

Tant que ce virement n'a pas été effectué, ces sommes peuvent être ajoutées au montant de la réserve générale afin de déterminer le montant total que la caisse peut emprunter en vertu de l'article 77 de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et la moitié de ces sommes doit être déposée ou placée conformément à l'article 83 de ladite loi.

Disposi-  
tions  
applicables.

**40.** Les expressions définies à l'article 1 de la Loi des caisses d'épargne et de crédit s'appliquent aux articles 36 à 39 de la présente loi.

Entrée en  
vigueur.

**41.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

## ANNEXE

## Formule 2 (article 19)

*Demande d'admission  
comme membre d'une caisse d'épargne et de crédit*

Je, soussigné, demande à devenir membre .....

.....  
(nom de la caisse)

dont le siège social est à .....

Je m'engage à respecter le règlement de la caisse et je sous-  
cris ..... parts sociales de cinq dollars.

Signé à ..... ce ..... 19....

.....  
(signature du témoin) (signature du demandeur)

Adresse .....

Occupation .....

admis ce ..... 19....

par: .....